

Québec, le jeudi 8 septembre 2016

Parité femmes-hommes : le Groupe Femmes, Politique et Démocratie interpelle les candidatEs à la course à la chefferie du Parti Québécois

Deux questions

Dans le cadre de la présente course à la chefferie du Parti Québécois, le [Groupe Femmes, Politique et Démocratie](#) interpelle les candidatEs en leur adressant deux questions à savoir :

- s'ils entendent respecter les engagements du Parti Québécois lors du Sommet des femmes tenu à Montréal les 3 et 4 mars derniers et les mettre en œuvre rapidement advenant leur élection, au cours de leur prochain mandat ?
- s'ils appuient La *Déclaration [En marche pour la parité](#)* initiée par le GFPD et dans laquelle on demande à l'Assemblée nationale du Québec et au Gouvernement du Québec une Loi assurant la parité dans toutes les sphères de décision. Cela pourrait prendre la forme d'un chantier dans lequel la classe politique, les citoyens et des experts examinent les différentes options et propositions.

La réalité

En 2016, soit 76 ans après l'obtention du droit de vote des femmes au Québec, les Québécoises sont encore loin d'exercer le pouvoir politique, voire économique, à égalité avec les hommes. À titre d'exemple, elles forment aujourd'hui 28,9% des élus à l'Assemblée nationale, 40,7% des ministres (39,3% en janvier 2016), 32% des conseillers municipaux, 17,3% des maires, 21,8% des préfets des municipalités régionales de comté (MRC) et 19,8% des conseils d'administration des grandes entreprises¹.

L'atteinte de l'égalité femmes-hommes n'est ni linéaire ni progressive, comme en témoignent les reculs constatés ces dernières années quant à la proportion de femmes députées et ministres. Lorsqu'il y a progression, elle demeure très lente. L'exemple du Québec est éloquent : la proportion des femmes députées y est moins élevée aujourd'hui (28,9 %²) qu'en 2003 (30,4 %). En 2007 et en 2014, le Québec a connu un recul marqué de la représentativité des femmes à l'Assemblée nationale. Celle-ci est passée de 30,4% en 2003 à 25,6% à l'élection de 2007 et de 32,9% en 2012 à 27,2 % en 2014. À la suite du dernier remaniement ministériel, les femmes représentent 40,7 % des ministres.

¹ Sources : Secrétariat à la condition féminine, *Portrait statistique de l'évolution de l'égalité entre les femmes et les hommes, Faits saillants*, Octobre 2015, Conseil du statut de la femme, *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, 2015 et Conseil du statut de la femme, *La parité en politique, c'est pour quand ?* en ligne : <https://www.csf.gouv.qc.ca/femmes-en-politique/> et site Web de l'Assemblée nationale du Québec : en ligne : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/statistiques-deputes.html> - données du 26 août 2016.

² Assemblée nationale. « Statistiques sur les députés ». Données du 26 août 2016.

URL : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/statistiques-deputes.html>

Pourcentage de femmes élues à l'Assemblée nationale

Candidates	Élections 2003	Élections 2007	Élections 2008	Élections 2012	Élections 2014	En date du 26/08/16
Élues	30,4 %	25,6 %	29,6 %	32,9 %	27,2 %	28,9 % ³

Dans les fonctions municipales, la croissance est anémique, une situation encore plus critique étant donné les nouveaux pouvoirs qui sont attribués aux MRC du Québec à la suite des réorganisations régionales.

En fait, le Québec prend du retard par rapport à d'autres pays dans le monde. Derrière le Rwanda (1^{er}), la Suède (5^e), le Mexique (7^e), l'Angola (23^e) ou encore le Soudan (45^e), le Québec occupe le 50^e rang en matière de représentation féminine dans les parlements⁴, et régresse alors que plus d'une centaine de pays ont adopté, au cours des dernières années, des mesures législatives pour corriger l'exclusion des femmes de leur système politique.

Parce que la parité est une question de justice sociale et de démocratie, il devient impératif de régler ce déficit de représentation démocratique et de faire en sorte que la population du Québec puisse bénéficier du transfert de la richesse et des expériences diversifiées de plus de 50 % du tissu social du Québec.



Micheline Paradis, présidente

p. j. (1) Liste des membres du conseil d'administration du GFPD

Source : Nathalie Lavoie, coordonnatrice aux communications, GFPD
 Tél. : 581 990-5305 (cell.)

³ Source : <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/statistiques-deputes.html>, données du 26 août 2016

⁴ Union interparlementaire, *Les femmes dans les parlements nationaux*, Statistiques antérieures, <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm> consultées en septembre 2016, Données du 1^{er} août 2016.

Les engagements du Parti Québécois lors du *Sommet des femmes* tenu à Montréal les 3 et 4 mars derniers

Le Parti Québécois s'est engagé à mettre en œuvre [10 engagements](#)⁵ visant la parité en politique et au sein des appareils décisionnels.

1. Création d'un comité parlementaire mixte dont le mandat consiste à élaborer des propositions pour atteindre la zone paritaire dans le recrutement des candidates et des candidats du Parti Québécois à la prochaine élection;
2. Mise en œuvre de la parité hommes-femmes au Conseil des ministres;
3. Mise en œuvre de la parité hommes-femmes dans tous les conseils d'administration des organisations gouvernementales et paragouvernementales;
4. Mise en œuvre de la parité hommes-femmes dans les conseils d'administration parmi les critères menant à l'attribution de contrats publics;
5. Instauration d'un congé parental de 18 semaines consécutives pour les élues municipales et les élus municipaux, et ce, sans que leur mandat électif ne prenne fin (dépôt du projet de loi no 594 par Carole Poirier);
6. Examen de l'opportunité de l'instauration d'un congé de maternité pour les députées;
7. Examen des différentes réformes de mode de scrutin pour favoriser l'augmentation de la place des femmes en politique;
8. Instauration d'un programme d'aide à domicile visant à soutenir les élues et les élus ayant de jeunes enfants dans leurs tâches familiales pendant leur absence;
9. Accès à un service de garderie pour répondre aux besoins des participantes et des participants aux conseils nationaux du Parti Québécois;
10. Soutien aux programmes de formation à la démocratie et à la diversité de représentation, afin d'accroître leur présence et leur accessibilité.

⁵ Source : en ligne - <http://pq.org/nouvelle/sommet-des-femmes-pour-une-reelle-parite-hommes-fe/>



Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie

Organisme d'éducation non partisan, le [Groupe Femmes, Politique et Démocratie](#) (GFPD) travaille depuis plus de 15 ans à accroître, au sein de la population, la connaissance des institutions démocratiques québécoises et ainsi contribuer à la mobilisation et au dynamisme national, régional et local. Il vise également l'atteinte de l'objectif de la parité entre les femmes et les hommes au sein des diverses sphères décisionnelles.

Le GFPD est reconnu pour le développement et l'implantation du soutien aux aspirantes candidates (École Femmes et Démocratie et Simul*ACTIONS*), pour ses formations en développement du leadership féminin en gouvernance et pour son accompagnement (le mentorat en politique auprès des femmes et plus récemment, le codéveloppement).

Les succès obtenus d'une élection à l'autre sont éloquentes. D'ailleurs, son projet *Centre de développement femmes et gouvernance*, en partenariat avec l'École nationale d'administration publique, a été récompensé par le Prix Égalité Pouvoir et régions, en 2010 tandis que le projet Simul*ACTIONS*⁶ l'a été à son tour à l'édition 2015.

⁶ En mars 2015, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie s'est mérité le Prix Égalité 2015 dans la catégorie Pouvoir et régions pour le projet Simul*ACTIONS* idéé par Gaétane Corriveau, chargée de projets et de développement, Femmes et gouvernance au GFPD. Depuis 2007, le Prix Égalité récompense des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec - Source : <http://www.scf.gouv.qc.ca/>.

Liste des membres du conseil d'administration du GFPD

1. Micheline Paradis
Présidente
2. Thérèse Mailloux
Vice-présidente
3. Marie Lavigne
Secrétaire
4. Louise Pettigrew
Administratrice
5. Alain Saulnier
Administrateur
6. Pascale Navarro
Administratrice
7. Jean-Pierre Charbonneau
Administrateur
8. Alban D'Amours
Trésorier
9. Carole Théberge
Administratrice